



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
Cellule territoriale

Annecy, le **22 NOV. 2022**

3 rue Paul Guiton
74000 - ANNECY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 9 novembre 2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AVIENT COLORANTS FRANCE

1995 route de la Vallée du Giffre
74490 SAINT-JEOIRE

Références : 20221109-RAP-InspectionAvientColorantsFrance_Georisques
Code AIOT : 0006104688

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 novembre 2022 dans l'établissement Avient Colorants France implanté 1995 route de la Vallée du Giffre à 74490 SAINT-JEOIRE. L'inspection a été annoncée par courriel en date du 10 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection effectuée le 9 novembre 2022 de l'établissement sis 1995 route de la vallée du Giffre à Saint-Jeoire s'est inscrite dans le cadre de la cessation définitive d'activité du site, notifiée par un courrier de la société Avient Colorants France en date du 20 décembre 2021 adressé à monsieur le préfet de la Haute-Savoie.

Elle a eu principalement pour objet de contrôler les mesures prises par l'exploitant en vue de mettre en sécurité le site, au regard des dispositions prévues en la matière par le code de l'environnement en son article R. 512-39-1, l'établissement relevant du régime de l'autorisation au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

A cette occasion, a été également vérifiée la mise en oeuvre par l'exploitant des dispositions qui lui incombent, se rapportant à l'usage futur du site et à la réhabilitation des lieux en application des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du code de l'environnement.

Il convient de préciser à cet égard que dans la mesure où la cessation définitive d'activité du site a été notifiée par la société Avient Colorants France avant le 1^{er} juin 2022, ce sont les dispositions des articles R. 512-39-1, R. 512-39-2 et R. 512-39-3 en vigueur avant cette date qui s'appliquent en l'espèce, en vertu de l'article 30 du décret n° 2021-1096 du 12 août 2021 ayant modifié le code de l'environnement.

La visite d'inspection effectuée le 9 novembre 2022 a fait suite également à une transmission préfectorale datée du 14 octobre 2022, par laquelle nous a été adressé pour suites à donner un dossier établi par un bureau d'études spécialisé (AECOM France basé à Lyon) auquel la société Avient Colorants France a fait appel, et relatif à la mise en sécurité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AVIENT COLORANTS FRANCE
- 1995 route de la Vallée du Giffre 74490 SAINT-JEOIRE
- Code AIOT : 0006104688
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société Avient Colorants France est spécialisée dans la formulation de concentrés pigmentaires pour la coloration de matières plastiques.

L'établissement situé 1995 route de la vallée du Giffre à Saint-Jeoire s'étend sur une surface d'environ 15 200 m². En tenant compte de terrains voisins acquis par la société Avient Colorants France en vue d'une éventuelle extension du site, la superficie de l'ensemble s'élève à 49 500 m².

Le site fabriquait des pigments de coloration pour matières plastiques (« masterbatches » ou « mélanges-maître ») et des dispersions pigmentaires, via des procédés mécaniques à partir de poudres puis de granulés les dernières années.

Sur le plan de la situation administrative, les activités pratiquées étaient réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2003.2676 en date du 25 novembre 2003, modifié le 25 août 2016, en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et ce au bénéfice de la société Ciba Specialty Chemicals Masterbatch.

La société Clariant Masterbatches France en a repris l'exploitation en novembre 2006, donnant lieu à un récépissé préfectoral daté du 4 janvier 2007 suite à la déclaration de ce changement d'exploitant.

La société Clariant Masterbatches France a modifié ensuite sa raison sociale le 1^{er} janvier 2016, pour devenir la société Clariant Plastics & Coatings France.

Enfin, suite à l'acquisition d'une partie des activités de Clariant dont le site de Saint-Jeoire par le groupe PolyOne, devenu alors le groupe Avient, un courrier reçu à la DREAL le 30 avril 2021 a signalé le changement de raison sociale de l'entité exploitant le site, devenue Avient Colorants France.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Procédure de cessation définitive d'activité applicable à l'établissement
- Mise en sécurité du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Cessation définitive d'activité - Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Cessation définitive d'activité - Surveillance des effets de l'installation	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-1	/	Sans objet
5	Cessation définitive d'activité - Remise en état du site	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 512-39-3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation définitive d'activité - Notification de cessation définitive d'activité	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-1	/	Sans objet
4	Cessation définitive d'activité - Usage futur du site	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Par courrier en date du 20 décembre 2021, la société Avient Colorants France a notifié à monsieur le préfet de la Haute-Savoie la cessation définitive d'activité de son établissement sis 1995 route de la vallée du Giffre à 74790 – Saint-Jeoire.

Elle a adressé ensuite à monsieur le préfet, par courrier en date du 11 octobre 2022, un dossier établi par un bureau d'études spécialisé (AECOM France basé à Lyon) faisant état des mesures prises ou prévues pour mettre en sécurité le site.

La visite d'inspection effectuée le 9 novembre 2022 a permis de vérifier la mise en oeuvre de ces mesures.

Dès lors, il est proposé à monsieur le préfet de délivrer un récépissé à la société Avient Colorants France en réponse à sa notification de cessation définitive d'activité, conformément aux dispositions prévues à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

- Au cours de l'inspection, l'exploitant a été dans l'incapacité de confirmer qu'une des cuves enterrées au fioul exploitées par le passé, localisée au nord-ouest du bâtiment administratif, a bien été retirée ou neutralisée.

Il procédera aux investigations nécessaires pour s'en assurer, et fera connaître sous deux mois à l'inspection des installations classées les résultats de ses investigations, avec les dispositions prises ou envisagées le cas échéant pour retirer ou neutraliser ladite cuve si cette opération n'a pas été réalisée auparavant.

- Sur le plan documentaire, il a été observé que les bordereaux de suivi de déchets dangereux, joints au dossier de mise en sécurité du site transmis par l'exploitant, sont incomplets dans la mesure où les parties relatives à l'installation de destination n'ont pas été renseignées. Il en est de même des fiches d'intervention établies lors de la récupération des fluides frigorigènes contenus dans les installations de réfrigération.

De plus, l'exploitant a fait savoir que le séparateur d'hydrocarbures dont l'établissement est équipé a été vidangé et nettoyé au cours de l'année 2022, et que divers produits dangereux et équipements ont été en définitive envoyés en destruction au lieu d'être transférés vers d'autres sites du groupe Avient comme initialement prévu.

L'exploitant devra par conséquent transmettre à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois :

- . une copie des bordereaux de suivi des principaux déchets dangereux évacués lors de la mise en sécurité du site, entièrement renseignés dont les parties relatives à l'installation de destination,
- . une copie des fiches d'intervention établies lors de la récupération des fluides frigorigènes, également entièrement renseignées, ou bien une copie des bordereaux de suivi des fluides frigorigènes en tant que déchets dangereux, si ces documents ont été substitués aux fiches d'intervention,
- . une copie du bordereau de suivi de déchet dangereux entièrement renseigné, établi suite à la vidange et au nettoyage du séparateur d'hydrocarbures au cours de l'année 2022,
- . une copie des bordereaux de suivi de déchet dangereux entièrement renseignés, se rapportant aux produits dangereux envoyés en définitive en destruction,
- . une copie des bons d'enlèvement des équipements évacués en définitive en destruction.

L'exploitant fera aussi parvenir à l'inspection des installations classées, sous le même délai d'un mois, tout justificatif utile relatif aux opérations de nettoyage et de purge des centrales d'aspiration classées ATEX, effectuées en mai 2022 par un prestataire spécialisé (société Igiénair).

- Le dossier de mise en sécurité du site établi en mai 2022 et transmis par l'exploitant a fait état de diverses investigations environnementales menées au droit de l'établissement entre 1995 et 2020 par plusieurs bureaux d'études spécialisés.

Ces investigations ayant mis en évidence des zones de pollution concentrées en hydrocarbures totaux, en phtalates, en PCB et en chrome dans les sols, des investigations complémentaires ont été réalisées au cours de l'année 2022 dans le cadre de la cessation définitive d'activité du site, dans les sols afin de mieux délimiter les impacts identifiés mais aussi dans les eaux souterraines, par le bureau d'études spécialisé auquel la société Avient Colorants France a fait appel.

Le rapport correspondant étant en cours de finalisation selon les informations recueillies, l'exploitant veillera à en transmettre un exemplaire à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois.

- Enfin, le dossier de mise en sécurité du site a indiqué qu'un plan de gestion serait élaboré après la réalisation des investigations complémentaires susmentionnées.

Ce plan de gestion devra faire partie intégrante d'un mémoire de réhabilitation, lequel inclura également un calendrier de mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques retenues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, la surveillance à exercer des milieux en cas de besoin, et une analyse des risques résiduels pour justifier de la compatibilité du terrain d'emprise de l'établissement sur le plan sanitaire avec son usage futur.

L'exploitant devra transmettre ce mémoire de réhabilitation à l'inspection des installations classées, sous un délai de quatre mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation définitive d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative - Notification de cessation définitive d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. [...]
Constats : Par courrier en date du 20 décembre 2021, la société Avient Colorants France a notifié à monsieur le préfet de la Haute-Savoie la cessation définitive d'activité de son établissement sis 1995 route de la vallée du Giffre à 74790 – Saint-Jeoire. Elle a ensuite fait appel à un bureau d'études spécialisé (AECOM France basé à Lyon), afin de constituer un dossier faisant état des mesures prises ou prévues pour mettre en sécurité le site. Ce dossier a été établi le 23 mai 2022 et a été adressé à monsieur le préfet par courrier de la société Avient Colorants France en date du 11 octobre 2022. La visite d'inspection effectuée le 9 novembre 2022 a permis de vérifier les mesures prises pour mettre en sécurité le site (voir les détails développés aux points de contrôle n° 2 et n° 3 ci-après). Dès lors, il est proposé à monsieur le préfet de délivrer un récépissé à la société Avient Colorants France en réponse à sa notification de cessation définitive d'activité, conformément aux dispositions prévues à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques accidentels - Mise en sécurité du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.</p> <p>Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; [...]</p>
<p>Constats : Le dossier de mise en sécurité du site, établi en mai 2022 par un bureau d'études spécialisé pour le compte de la société Avient Colorants France, a tout d'abord décrit les installations et équipements exploités au sein de l'établissement.</p> <p>Il en ressort les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fabrication des pigments de coloration pour matières plastiques se traduisait par des opérations successives de mélange à froid des matières premières, d'extrusion, de refroidissement, de séchage et de granulation, suivies d'un contrôle qualité (test en laboratoire sur site) et de l'emballage des produits finis avant expédition. <p>Les principaux équipements utilisés pour réaliser ces opérations étaient des presses à injecter, des extrudeuses, des bacs à eau et des granulateurs,</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'établissement était constitué par : <ul style="list-style-type: none"> . les halls B1, B2, B3 formant le bâtiment à l'entrée du site, lequel regroupait les activités administratives, de stockage de produits finis et de laboratoire, et comportait deux quais de chargement (« bâtiment administratif » de 2 150 m²), . les halls B11 à B25 formant le bâtiment à l'ouest du site, lequel regroupait les activités de stockage de matières premières, de production et d'ensachage, ainsi que les locaux techniques (« bâtiment production » de 3 650 m²), - les aires extérieures du site comprenaient principalement : <ul style="list-style-type: none"> . une zone de parking recouverte d'enrobé à l'est du site, pour les employés et les visiteurs (800 m²), . une aire de stockage des bennes à déchets au centre du site (300 m²), . une zone de stockage des huiles neuves et usagées ainsi que de gazole, en armoires fermées et sur rétention (au sud du hall B23), . deux quais de chargement (à l'est du hall B2), . trois dépoussiéreurs (au nord de B14, au nord de B23, et à l'est de B3), . deux silos de 67 et 63 m³ pour le stockage des granulés de matières premières (polypropylène et polyéthylène), à proximité du hall de fabrication (B14), . une aire enherbée au niveau du parking, . des voies de circulation recouvertes d'enrobé permettant la circulation autour des bâtiments, . un séparateur d'hydrocarbures sur le réseau des eaux pluviales, . et deux vannes mécaniques permettant l'isolement des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales, - les utilités exploitées comprenaient : <ul style="list-style-type: none"> . deux transformateurs à huile installés dans les années 2000. Un ancien transformateur contenant des polychlorobiphényles (PCB) était présent sur le site et a été démantelé en 2005,

- . deux compresseurs d'air localisés au niveau du local TGBT, au nord du bâtiment B14,
- . trois installations de réfrigération de faible puissance (climatiseurs) au niveau du bâtiment B1/B2, dont deux servant au refroidissement d'un local et le troisième à la climatisation des bureaux,
- . deux centrales de traitement et de refroidissement d'air pour un circuit d'eau glycolée, placées au-dessus du local TGBT et des compresseurs d'air,
- . une chaudière à vapeur alimentée au fioul domestique (absence d'arrivée de gaz sur le site). Cette chaudière a été démantelée en 1996 lors de la démolition/reconstruction du bâtiment administratif suite à un incendie,

- les stockages aériens étaient constitués de :

- . deux silos de 67 et 63 m³ qui servaient à stocker les granulés de matières premières, à proximité du hall de fabrication B14,
- . une cuve de 150 litres de fuel, qui servait à alimenter les pompes de la défense incendie,
- . antérieurement, deux cuves de 40 m³ de DOP (Dioctyl Phtalate) situées au nord du site au niveau du hall B3, deux cuves de 40 m³ de DOP et de DIDP (Diisodecyl Phtalate) situées au nord du site entre les deux bâtiments, et une cuve de 5 m³ de DOP à l'est du bâtiment administratif/laboratoire,

- les stockages enterrés étaient constitués de :

- . une cuve de 20 m³ pour la collecte des eaux de la cabine de lavage de la maintenance, reliée à un système de décantation/écrémage puis au réseau d'eaux usées du site,
- . une cuve de 20 m³ pour la collecte des eaux de la cabine de lavage du hall B13, en circuit fermé avec un système de décantation. Cette cuve était purgée tous les semestres,
- . une fosse bétonnée semi-enterrée d'eau de défense incendie de 40 m³, au nord du site entre les deux bâtiments,
- . antérieurement, une cuve de 15 m³ de fioul située à l'est de l'actuel bâtiment administratif/laboratoire, et une cuve de fioul de capacité inconnue située au nord-ouest du même bâtiment,

- les déchets générés par les activités du site comprenaient :

- . les effluents de nettoyage des cuves de collecte des eaux de lavage (seuls déchets dangereux produits par le site selon le dossier),
- . les mélanges de granulés plastiques provenant de la chaîne de production et des sols des ateliers (déchets non dangereux), stockés en big-bags,
- . les récipients en verres ayant contenu les échantillons envoyés au laboratoire (déchets non dangereux),
- . les bois, cartons, ferrailles, déchets industriels banals (DIB) en mélange et plastiques, stockés en bennes.

Le dossier a précisé par ailleurs qu'aucune démolition de bâtiment n'interviendra dans le cadre de la cessation définitive d'activité du site, et que certains équipements seront laissés en place, à savoir :

- les trois dépoussiéreurs après avoir été purgés et nettoyés,
- les deux compresseurs,
- le local des pompes à eau servant au circuit de refroidissement d'eau glycolée (circuit non purgé mais dont la pression a été diminuée pour la préservation des équipements contre la rouille),
- les éléments de climatisation et groupes froids après avoir été purgés (remplacement du fluide frigorigène par de l'azote),
- les deux transformateurs à huile,
- les armoires de stockage vidées de leurs contenus,
- les racks dans le hall de stockage B2.

De plus, selon le dossier, les mesures prises pour mettre en sécurité le site ont consisté à :

- évacuer en avril 2022 des équipements de production vers d'autres sites du groupe Avient,

- évacuer en mai 2022 les divers produits chimiques et déchets, dont :

. des fûts de 200 litres d'huiles usagées et d'huiles neuves (huiles hydrauliques servant au fonctionnement mécanique des machines de type presses, extrudeuses), des bidons d'acétone de 1 litre, ainsi que deux bidons de 25 litres de gazole servant au fonctionnement du tracteur-chasse neige du site, stockés dans des armoires sur rétentions au sud du hall B23,

. des peintures et dégraissants, stockés dans deux armoires dédiées aux produits chimiques inflammables et localisées au sein du hall de maintenance (B11),

. les bonbonnes de gaz (acétylène, azote et air synthétique), récupérées par leurs fournisseurs dans le cadre de leurs contrats de location,

- curer en mai 2022 les deux cuves de collecte des eaux des cabines de lavage (B13 et B11) ainsi que les réseaux associés,

- nettoyer en mai 2022, après évacuation des machines et des divers stockages, l'ensemble des bâtiments par une entreprise spécialisée, avec des balayeuses et laveuses industrielles (pas de rejet d'eaux usées sur le site),

- vidanger les installations de réfrigération et récupérer les fluides frigorigènes pour une élimination en filière agréée,

- nettoyer et purger en mai 2022 les centrales d'aspiration classées ATEX par un prestataire spécialisé (société Igiénair),

- maintenir opérationnels les extincteurs et les robinets d'incendie armés (RIA) répartis sur le site, au travers des contrôles et vérifications périodiques réglementaires, de même que les installations électriques et les dispositifs de protection contre la foudre, jusqu'à la libération des terrains par Avient,

- maintenir en état de fonctionnement les compresseurs, de même que les transformateurs dans l'optique du maintien des installations électriques pour la sécurité anti-intrusion, la défense incendie, et la mise hors gel de l'usine durant la période entre la cessation d'activité et la vente du site,

- assurer la surveillance et le contrôle des accès au moyen d'une détection anti-intrusion associée à des caméras d'enregistrement, avec le renvoi des alertes vers un prestataire extérieur intervenant en cas de déclenchement, et ce jusqu'à la libération des terrains par Avient.

Des bordereaux de suivi de déchets dangereux et des bons d'enlèvement de déchets non dangereux (ferrailles) ont été joints au dossier, de même que les fiches d'intervention établies lors de la récupération des fluides frigorigènes contenus dans les installations de réfrigération.

La visite d'inspection effectuée le 9 novembre 2022 a permis de procéder aux constatations suivantes :

- tous les produits chimiques et déchets ont bien été évacués, y compris les bennes de collecte des déchets non dangereux.

Seuls étaient encore présents le jour de l'inspection, à l'extrémité ouest du bâtiment de production et sous abri, une dizaine de big-bags contenant des terres issues des derniers sondages de sol réalisés, en attente d'évacuation vers la(les) filière(s) adéquate(s) en fonction des résultats d'analyses attendus de ces terres,

- le fond d'une des cuves de collecte des eaux de lavage a bien été curé (le fond de la seconde cuve de collecte n'a pas pu être contrôlé en raison des difficultés pour y accéder),

- l'ensemble des équipements de production a été également évacué, ainsi que les deux silos qui servaient à stocker les granulés de matières premières,

- les extincteurs et RIA répartis sur le site ont été vérifiés dernièrement en mars 2022, d'après les étiquettes apposées sur les appareils contrôlés par sondage, tout comme le dispositif de défense incendie associé à une petite cuve aérienne de fuel, et ce par la société DESAUTEL selon les dires de l'exploitant,

- les bâtiments sont maintenus fermés à clé, de même que les locaux extérieurs dont ceux occupés par les transformateurs et par le dispositif de défense incendie, certains boîtiers électriques ayant été en outre sécurisés par des cadenas.

L'exploitant a précisé que la télésurveillance de l'établissement est assurée par la société PANTHERA basée à Chambéry, pour la gestion à distance des alertes, en association avec la société SECURITAS disposant de plusieurs antennes en Haute-Savoie, pour les interventions sur site.

En revanche, l'exploitant a été dans l'incapacité de confirmer qu'une des cuves enterrées au fioul exploitées par le passé, localisée au nord-ouest du bâtiment administratif, a été retirée ou neutralisée.

Il procédera aux investigations nécessaires pour s'en assurer, et fera connaître sous deux mois à l'inspection des installations classées les résultats de ses investigations, avec les dispositions prises ou envisagées le cas échéant pour retirer ou neutraliser ladite cuve si cette opération n'a pas été réalisée auparavant.

Par ailleurs, sur le plan documentaire, il a été observé que les bordereaux de suivi de déchets dangereux, joints au dossier de mise en sécurité du site, sont incomplets dans la mesure où les parties relatives à l'installation de destination n'ont pas été renseignées. Il en est de même des fiches d'intervention établies lors de la récupération des fluides frigorigènes contenus dans les installations de réfrigération.

De plus, l'exploitant a fait savoir que le séparateur d'hydrocarbures dont l'établissement est équipé a été vidangé et nettoyé au cours de l'année 2022, et que divers produits dangereux et équipements ont été en définitive envoyés en destruction au lieu d'être transférés vers d'autres sites du groupe Avient comme initialement prévu.

L'exploitant devra par conséquent transmettre à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois :

- une copie des bordereaux de suivi des principaux déchets dangereux évacués lors de la mise en sécurité du site, entièrement renseignés dont les parties relatives à l'installation de destination,

- une copie des fiches d'intervention établies lors de la récupération des fluides frigorigènes, également entièrement renseignées, ou bien une copie des bordereaux de suivi des fluides frigorigènes en tant que déchets dangereux, si ces documents ont été substitués aux fiches d'intervention,

- une copie du bordereau de suivi de déchet dangereux entièrement renseigné, établi suite à la vidange et au nettoyage du séparateur d'hydrocarbures au cours de l'année 2022,

- une copie des bordereaux de suivi de déchet dangereux entièrement renseignés, se rapportant aux produits dangereux envoyés en définitive en destruction,

- une copie des bons d'enlèvement des équipements évacués en définitive en destruction.

L'exploitant fera aussi parvenir à l'inspection des installations classées, sous le même délai d'un mois, tout justificatif utile relatif aux opérations de nettoyage et de purge des centrales d'aspiration classées ATEX, effectuées en mai 2022 par un prestataire spécialisé (société Igiénair).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-1
Thème(s) : Autre - Surveillance des effets de l'installation sur son environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.</p> <p>Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>[...]</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier de mise en sécurité du site établi en mai 2022 et transmis par l'exploitant a fait état de diverses investigations environnementales menées au droit de l'établissement entre 1995 et 2020 par plusieurs bureaux d'études spécialisés (Antéa, Ramboll et AECOM France).</p> <p>Ces investigations se sont traduites par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réalisation de soixante-huit sondages de sol au droit et à proximité des zones potentiellement polluées, avec la recherche suivant les sondages des TPH (total petroleum hydrocarbons - Hydrocarbures par fractions carbonées), HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques), BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes), COHV (composés organohalogénés volatils), métaux, chrome VI, PCB (polychlorobiphényles), phtalates et dioxines/furanes, - la pose de cinq piézomètres, pour le prélèvement et l'analyse d'eaux souterraines au cours de deux campagnes, la première en 1995 portant sur les métaux, ammonium, fluor, carbonates, potassium et magnésium, et la seconde en 2020 portant sur les métaux, BTEX, COHV, HAP, HCT (hydrocarbures totaux), PCB, phtalates, solvants polaires, et composés perfluorés, - la réalisation de trois prélèvements d'air ambiant au droit du site (deux dans les bâtiments et un en extérieur faisant office de blanc de terrain), pour l'analyse des TPH, BTEX, MIBK (méthylisobutylcétone), MEK (méthyléthylcétone) et cétones. <p>Ces investigations ont mis en évidence dans les sols :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des zones de pollution concentrées en HCT (jusqu'à 10 000 mg/kg), en phtalates (jusqu'à 11 000 mg/kg) et en PCB (296,5 mg/kg), au droit et à proximité de l'ancien bâtiment de maintenance et de l'ancien stock de colorant, lesquels étaient implantés dans la zone de l'actuel parking à l'entrée du site et à l'est des bâtiments actuels, à des profondeurs comprises entre 0,6 et 3 mètres pour les principaux impacts, - des concentrations notables en chrome (jusqu'à 25 900 mg/kg) dans ce même secteur du parking actuel, - dans une moindre mesure, la présence de phtalates (jusqu'à 75 mg/kg) au niveau des anciennes cuves de DOP qui étaient situées au nord du site, entre les deux bâtiments existants. <p>Ces investigations ont mis en évidence dans les eaux souterraines :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'une nappe proche de la surface (entre 1,3 et 2,1 mètres sous le niveau du sol), dont le sens d'écoulement serait d'ouest en est et influencé par le sens d'écoulement des eaux de surface,

- aucun impact notable en particulier pour les hydrocarbures totaux, BTEX, phtalates et solvants chlorés. Des traces de xylènes ont été mesurées dans l'ouvrage PZ1 (localisé au nord du site, en aval hydraulique) et des faibles teneurs de PCB et d'arsenic dans l'ouvrage PZ2 (localisé en partie nord-est du site, également en aval hydraulique).

Ces investigations ont permis en outre de détecter, dans l'air ambiant du bâtiment de production, la présence d'hydrocarbures et de cétones mais n'induisant pas de risque sanitaire pour les employés du site.

Le dossier a conclu que, conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, des investigations complémentaires seraient réalisées au cours de l'année 2022 dans le cadre de la cessation définitive d'activité du site, dans les sols afin de mieux délimiter les impacts identifiés mais aussi dans les eaux souterraines.

Au cours de la visite d'inspection, la représentante du bureau d'études AECOM France a confirmé que ces investigations complémentaires ont bien été effectuées et que le rapport correspondant est en cours de finalisation.

L'exploitant veillera à transmettre un exemplaire dudit rapport à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Cessation définitive d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-2
Thème(s) : Autre - Usage futur du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer.</p> <p>Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt. [...]</p>
Constats : <p>La société Avient Colorants France est propriétaire du terrain sur lequel est implanté son établissement de Saint-Jeoire.</p> <p>Elle a adressé le courrier de notification de cessation définitive d'activité en date du 20 décembre 2021, dont monsieur le préfet a été destinataire, également à monsieur le maire de Saint-Jeoire.</p> <p>Par ce courrier, elle a fait connaître l'usage futur du site qu'elle s'est proposée de retenir, à savoir un usage de type industriel.</p> <p>Monsieur le maire n'a pas émis d'observation à cet égard, auprès de monsieur le préfet ou de l'inspection des installations classées.</p> <p>Il est à noter que d'après le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Jeoire, élaboré en mars 2020, le secteur de l'établissement est localisé en zone Uxi affectée aux activités économiques et plus spécifiquement à l'industrie, incluant l'exploitation des installations classées.</p> <p>La société Avient Colorants France a transmis ensuite le dossier de mise en sécurité du site à monsieur le maire de Saint-Jeoire, par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 11 octobre 2022. Ce dossier a rappelé l'usage futur du site retenu, de type industriel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 512-39-3
Thème(s) : Autre - Remise en état du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation.</p> <p>Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier de mise en sécurité du site transmis par l'exploitant a conclu que, au regard des diverses investigations environnementales menées au droit de l'établissement entre 1995 et 2020, ayant mis en évidence des zones de pollution concentrées en hydrocarbures totaux, en phtalates, en PCB et en chrome dans les sols, un plan de gestion serait élaboré après la réalisation des investigations complémentaires prévues au cours de l'année 2022, dans une logique de maîtrise des sources de pollution et de gestion des risques éventuels sur site et hors site, selon un principe de proportionnalité et de bilan coûts-avantages.</p> <p>Ce plan de gestion devra faire partie intégrante d'un mémoire de réhabilitation, lequel inclura également un calendrier de mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques retenues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, la surveillance à exercer des milieux en cas de besoin, et une analyse des risques résiduels pour justifier de la compatibilité du terrain d'emprise de l'établissement sur le plan sanitaire avec son usage futur.</p> <p>L'exploitant devra transmettre ce mémoire de réhabilitation à l'inspection des installations classées, sous un délai de quatre mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet